

Burundi : Vent de panique suite au remplacement de grosses coupures

RFI, 13/06/2023 Burundi : le gouvernement supprime certaines coupures pour empêcher le blanchiment d'argent. Le président Evariste Ndayishimiye s'en est pris au cours des derniers mois aux hauts responsables qui auraient pillé les caisses de l'État. Il les a menacés de « faire perdre toute valeur aux milliards de francs burundais volés et qu'ils cacheraient dans leurs maisons ».

La Banque centrale est passée à l'acte le 7 juin, en annonçant le remplacement de toutes les coupures de 10 000 et 5 000 francs burundais par de nouveaux billets sur une période de 10 jours (jusqu'au 17 juin). Des mesures qui visent à empêcher le blanchiment des deniers publics par ceux qui les auraient détournés. Depuis cette annonce, des milliers de Burundais ont pris d'assaut les guichets des banques pour tenter d'échanger leurs anciens billets de 5 000 et de 10 000 francs burundais, mais les accueil sont quasi insurmontables. Cent dollars par jour. Un simple citoyen ne peut retirer plus de 300 000 Fbu, environ 100 dollars par jour, et il ne pourra échanger ses anciens billets que pour une valeur ne dépassant pas quelque 3 600 dollars. Le plafond est de 100 000 dollars pour les sociétés. « Si on en a plus, ça ira poubelle même si c'est de l'argent gagné honnêtement », explique amèrement, un homme d'affaire. Autre les nouveaux billets sortent au compte-goutte pour le moment. Faustin Ndikumana est le président de Parcem, une organisation qui lutte pour la bonne gouvernance. « À l'intérieur du pays, je me suis rendu au guichet de la banque et depuis samedi, on me dit que je ne peux pas retirer. Même aujourd'hui, j'y suis allé et on m'a dit d'attendre. » « Sorte de panique » Conséquence, la population a de plus en plus de mal à s'approvisionner pour de nombreux produits, souligne Faustin Ndikumana. « Il y a une sorte de panique. Les gens ne savent pas à quels saints se vouer, ne savent pas comment gérer la situation. Les vendeurs, certains doivent prendre certaines mesures spéciales. Certains disent clairement et simplement : "je vais me reposer et je reprendrai le commerce une fois la situation normalisée". » Les autorités doivent faire attention, sinon cette mesure censée aider à lutter contre les corrompus risque de paralyser l'économie nationale, selon le président de Parcem.